

**Unité Départementale de l'Artois**  
Centre Jean Monnet I  
Entrée Asturies - Bâtiment A  
12 Avenue de Paris  
62400 BETHUNE  
Tél. : 03 21 63 69 00

Béthune, le - 1 AOUT 2022

[ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des Installations Classées**

Visite d'inspection du 05 juillet 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PARC EOLIEN DE SAINT LEGER**

**62121 ACHIET LE GRAND**

Références : VT/MM EQUIPE 4-208-2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 juillet 2022 dans l'établissement PARC EOLIEN DE SAINT LEGER implanté à ACHIET LE GRAND (62121). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une visite d'inspection avait eu lieu le 1er juillet 2020. Une observation avait été formulée : le suivi décennal sera effectué au plus tard avant janvier 2022 et suivra les recommandations du dernier protocole en vigueur.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARC EOLIEN DE SAINT LEGER
- 62121 ACHIET LE GRAND
- Code AIOT dans GUN : 0007005612
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société PARC EOLIEN DE SAINT LEGER exploite, au bénéfice des droits acquis, sur la commune de ACHIET LE GRAND un parc éolien dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Nombre d'aérogénérateurs (éoliennes) : 7
- Hauteur totale des aérogénérateurs : 3x118 mètres et 4x100 mètres
- Puissance unitaire : 3x 2MW et 4x 0,85 MW
- Puissance totale maximale : 9,4 MW

Le parc a été mis en service en septembre 2007.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants : /**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26 août 2011 Article 12	/	Sans objet
Intérieur	Arrêté Ministériel du 26 août 2011 Article 16	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle / SIS	Arrêté Ministériel du 26 août 2011 Articles 18-I, 18-II, 18-III et 18-IV	/	Sans objet
Essais / Vérifications annuelles	Arrêté Ministériel du 26 août 2011 Article 17 2, 3 et 4èmes alinéas	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été détectée le jour de la visite. L'observation résultant de la visite du 1er juillet 2020 a pu être levée.

### 2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26 août 2011 Article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. A minima, le suivi est renouvelé tous les dix ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le Ministre chargé des Installations Classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'Inspection des Installations Classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de six mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Dans le cas d'un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du Code de l'Environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les trois ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au Préfet prévu par l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement.
<b>Constats :</b> Le suivi décennal a été réalisé en 2021 par la société AUDDICE. Une trentaine de sorties ont eu lieu entre avril et octobre et des écoutes en altitude ont été effectuées. Les impacts ont été considérés comme résiduels (cinq cadavres d'oiseaux et un cadavre de chiroptère ont été identifiés). Un des cadavres d'oiseaux est une espèce menacée (Faucon Crécerelle). Aucune mesure complémentaire n'a été mise en place en raison des résultats.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Intérieur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26 août 2011 Article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b> OK l'intérieur de la machine était conforme.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Contrôle / SIS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26 août 2011 Articles 18-I, 18-II, 18-III et 18-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle-Brides et mât, Contrôle-Pâles, SIS
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>-----</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder six mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>-----</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>-----</p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<b>Constats :</b> - Les pales, brides et fixation ont été contrôlées en juillet 2019. - Vu la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS) qui sont régulièrement contrôlés ainsi que le manuel de maintenance générale.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Essais / Vérifications annuelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26 août 2011 Article 17 - 2, 3 et 4èmes alinéas
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivant une périodicité qui ne peut excéder un an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. ----- Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. ----- Par ailleurs, elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> - La dernière vérification des installations électriques a eu lieu le 27 juillet 2021. - L'ensemble des vérifications à échéance annuelle a été fait lors de la maintenance de novembre 2021.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet